

26^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme - Mardi 24 Juin 2014
Dialogue interactif avec l'expert indépendant sur la situation des Droits de l'Homme en
République Centrafricaine

Monsieur le Président,

Femmes Africa Solidarité félicite l'experte indépendante pour son engagement et ses recommandations pour un retour à la paix en RCA.

Nous saluons la pleine coopération des autorités centrafricaines de transition avec les Nations Unies et l'Union Africaine et l'invitons à en faire de même avec la commission internationale d'enquête.

Madame l'experte indépendante,

FAS demeure gravement préoccupée par les faits que vous venez de présenter. L'ampleur de la crise a engendré une forte dépendance à l'assistance humanitaire sur le long terme. La sécurité et l'ordre public, la crise alimentaire, le retour des déplacées internes et des réfugiées, le désarmement, la lutte contre l'impunité, notamment pour les femmes ayant subies des violences sexuelles et qui demandent que justice leur soit rendue, sont autant de défis que le gouvernement centrafricain ne peut résoudre seul.

La population civile ne peut attendre le 15 septembre 2014 pour être secourue, date à laquelle la MINUSCA devrait être opérationnelle. Il est donc impératif que les Etats intensifient leurs contributions financières et accompagnent les autorités de transition pour promouvoir la bonne gouvernance.

La première des urgences est le besoin des communautés à réapprendre à vivre ensemble. Nous rappelons que la RCA vient d'adopter un plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et nous demandons à ce que les femmes centrafricaines soient pleinement associées au processus de médiation pour assurer la cohésion sociale entre les communautés.

Madame l'experte indépendante,

Nous prenons note des avancées enregistrées dans la restauration de l'autorité de l'État et nous souhaitons vous poser les questions suivantes :

- 1) Quelles mesures concrètes et innovantes les autorités de transition centrafricaines peuvent-elles prendre pour consolider la paix ?
- 2) Quel rôle les femmes de la société civile peuvent-elles jouer dans le processus de médiation ?
- 3) Comment la communauté internationale peut-elle efficacement soutenir les initiatives de réconciliation locale?
- 4) Enfin, dans les circonstances actuelles, pensez-vous que le déroulement des élections présidentielles soit envisageable d'ici février 2015 ?

Je vous remercie.